

Dans l'Ouest, on considère généralement comme un fait acquis,—je crois d'ailleurs que tout banquier le confirmera,—que bien des cultivateurs vivent de la dépréciation de leur outillage depuis plusieurs années, et que s'ils voulaient le faire aujourd'hui, ils ne seraient plus en mesure d'acquiescer du nouveau matériel parce qu'ils ont dépensé cet argent pour subvenir aux besoins de leur famille pendant cette période. C'est une des raisons pour lesquelles les usines ont fermé leurs portes dans l'Est. C'est aussi la cause du chômage actuel au Canada. Depuis 12 ans, les meilleurs clients de la région industrielle du pays ont vu leurs revenus baisser et nous devons aujourd'hui, à la suite de cet état de choses, faire face au chômage dans une mesure que le pays n'avait pas vue depuis bien longtemps. Pendant ces 12 années, le parti libéral qui était au pouvoir et s'appuyait sur des majorités qui auraient exigé de lui un grand sens des responsabilités, a toujours négligé de prendre les mesures qui s'imposaient. D'année en année, des excédents marginaux se sont constitués jusqu'à ce qu'on ne puisse plus rien en faire et que le pays finisse par rencontrer de réelles difficultés.

Une voix: Qu'allez-vous faire à ce propos?

M. Nasserden: On ne peut vendre, d'un moment à l'autre, des excédents accumulés pendant 12 ans. Nous, qui siégeons du côté du gouvernement et qui représentons les producteurs de céréales de l'Ouest, savons fort bien que les cultivateurs ne demandent pas la charité. Nous n'avons pas discuté sérieusement la question des subventions accordées aux autres secteurs de l'économie. Nous n'avons pas critiqué la politique douanière qui a été mise au point au cours de plusieurs années par d'autres gouvernements et d'autres partis jusqu'à ce jour, et qui est devenue une partie intégrante de notre économie. Nous sommes disposés à accepter la voix des représentants des autres circonscriptions tout comme nous acceptons la voix de la population de ces dernières. Tout ce que nous demandons en retour c'est que ceux qui sont venus à la Chambre des communes d'autres régions du Canada reconnaissent également les droits et les besoins de la population qui habite les trois provinces des Prairies, lesquelles sont maintenant connues comme constituant la réserve de céréales de l'Empire.

J'ai consacré plus de temps à cette question que je ne l'aurais voulu mais depuis que je suis ici je suis étonné des craintes qui se font sentir dans les divers comtés de l'Ontario et dans certaines parties de la province de Québec ou des Maritimes à

[M. Nasserden.]

l'égard de ce qui pourrait se produire si les cultivateurs de l'Ouest s'adonnaient sérieusement à la production des denrées que les cultivateurs de l'Est croient depuis plusieurs années avoir le droit exclusif de produire. Le seul commentaire que je ferai à cet égard est le même que j'ai fait il y a quelques années à propos des porcs: c'est qu'il y a une tendance aujourd'hui qui s'accuse beaucoup plus gravement que quiconque ici pourrait imaginer, si les observations que j'ai entendues depuis que je siége à la Chambre sont un indice de ce qui se passe en ce moment dans l'Ouest du Canada.

On pourrait dire beaucoup de choses en faveur des versements d'appoint, et je crois que chacun ici présent,—abstraction faite du parti auquel il appartient,—reconnait que les cultivateurs de l'Ouest du Canada ont été victimes d'un handicap, non seulement l'année dernière ou au cours des 18 derniers mois, mais pendant les quelques dernières années. Je n'ai pas besoin de rappeler aux honorables députés ce qui s'est passé au cours des années de guerre et ce qu'il en a coûté aux producteurs de céréales de l'Ouest pour apporter leur contribution patriotique à l'effort de guerre du Canada. Comme le chef et les membres de notre parti, je crois que la façon de régler ce problème ce serait d'adopter un programme national agricole, programme qui permettrait aux cultivateurs de toutes les régions du pays de se rendre compte qu'ils n'ont pas besoin de venir réclamer la charité de la part du gouvernement, d'une année à l'autre, lui demander un autre morceau, que vous appeliez ce morceau un versement d'appoint ou quelque chose d'autre.

L'autre jour à la Chambre, le chef du parti CCF a donné à entendre que, sans les versements d'appoint, le parti conservateur se verrait privé d'une bonne part de la popularité qu'il s'est créée dans l'Ouest du pays. Je lui dirai, ainsi qu'aux autres qui pensent comme lui, que la question des versements d'appoint à elle seule n'est pas la réponse au sort pénible des producteurs de céréales de l'Ouest. Ce que nous voulons c'est un programme national qui continuera d'année en année, de manière que les cultivateurs de l'Ouest puissent être en mesure de s'enorgueillir du fait de jouer un rôle égal aux autres dans l'essor économique de notre vaste pays.

Je conçois fort bien l'anxiété qu'on ressent dans nombre de régions de l'Ouest du Canada lorsque l'honorable député d'Assiniboia (M. Argue) se rend là-bas et dit que le gouvernement conservateur ne fera rien pour les cultivateurs. Tout ce que je voudrais dire c'est que ceux qui font cela,—et cela se fait depuis nombre d'années,—sont plus responsables que quiconque de l'hostilité que je crois noter